L'EUROPE ET LE NUCLÉAIRE

Présentation

Il est devenu banal de rappeler les défis énergétiques auquel le monde est confronté : forte croissance de la demande et nécessité de réduire considérablement l'impact sur l'environnement des usages des énergies. Tout cela avec un souci de disposer d'énergie à un coût abordable pour ne pas impacter négativement la croissance.

L'AIE (Agence internationale de l'énergie), dans ses perspectives technologiques 2050, souligne qu'un mix nucléaire, énergies renouvelables et CCS (captage et stockage du carbone) sera nécessaire pour décarboner la production d'électricité. Ce ne sera possible qu'avec une politique ambitieuse de développement technologique, avec notamment le doublement des budgets publics de R&D et aussi une implication forte du secteur privé pour accélérer l'innovation et la transition de la démonstration vers la commercialisation.

Ces perspectives énergétiques trouvent leur écho dans l'Union Européenne avec les objectifs 2020 et 2050 et leur déclinaison en termes de programme de développement dans le SET Plan¹ qui définit les "roadmaps" technologiques des énergies non carbonées : avec le développement volontariste des énergies renouvelables, le nucléaire y trouve une place reconnue – il représente 31 % de la production d'électricité – contribuant aux objectifs 2020, compte tenu de sa compétitivité et du très haut niveau de sûreté des centrales européennes et aussi pour les objectifs 2050 avec un nucléaire plus durable, complémentaire du déploiement des réacteurs de 3^{ème} génération.

Par rapport à cette politique décidée au niveau de l'Union Européenne, il est important de se confronter aux réalités de la situation énergétique des pays membres. C'est l'objet de ce numéro de RGN qui propose un panorama des pays européens qui exploitent, ou ont l'intention de développer, l'énergie nucléaire.

Un premier constat montre une apparente hétérogénéité des politiques nationales : mix énergétiques très différents, place de l'énergie nucléaire et perspectives à terme. Néanmoins les objectifs communautaires qui sont déclinés au niveau des Etats membres vont conduire à l'horizon 2020 et plus encore pour 2050 à une mise en cohérence et à la convergence des politiques.

Il faut mentionner à cet égard à nouveau le rôle fédérateur du SET Plan et aussi les travaux d'ENEF² qui visent à créer de meilleures conditions de développement de l'énergie nucléaire dans le cadre communautaire. Naturellement, cela impose pour l'énergie nucléaire de rester à un haut niveau de sûreté, de progresser sur les solutions opérationnelles de gestion des déchets radioactifs. Les conditions permettant les développements technologiques nécessaires à la réalisation des ambitions européennes en matière de place du nucléaire doivent être réunies.

Un nouvel élan est maintenant nécessaire, afin de concrétiser la volonté européenne au niveau des enjeux. La montée en puissance des budgets fléchés vers l'énergie est aujourd'hui perceptible, la R&D nucléaire doit y être associée à sa juste place, à parité avec les autres sources d'énergie. Plus généralement, l'Union Européenne doit prévoir la mise en place de mécanismes de finances pérennes qui lui permettront de répondre à ses engagements internationaux ainsi qu'aux défis auxquels son industrie aura à faire face.

Cette politique d'investissements à l'échelle européenne doit être mise en place afin de répondre aux enjeux en matière, entre autres, de ressources humaines, d'infrastructures de recherche et de démonstrateurs technologiques.

F. MONDOLONI, CEA

Directeur des Relations Internationales

C. AYACHE, CEA

Directeur délégué aux Affaires européennes

¹ SET Plan = Strategic Energy Technology Plan

² ENEF = European nuclear energy forum

Note de la Rédaction :

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le fait que, depuis la constitution du présent dossier, spécialement rédigé pour la revue, un certain nombre d'événements se sont produits dans plusieurs pays d'Europe, pouvant modifier sensiblement le panorama ici présenté.